

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**  
**MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION**

**Délégation de service public**  
**GESTION DE LA CRECHE DU NORD**

**RAPPORT SUR LE CHOIX DU**  
**DÉLÉGATAIRE**

**RAPPORTEUR**

**Madame Marie-Pierre PIALLAT**

Vice-présidente déléguée à la Petite Enfance

1 - INTRODUCTION : RAPPEL DES PRINCIPALES ÉTAPES DE LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION.....	3
2 - L'ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS .....	6
2-1 ) Le choix des candidats avec lesquels ont été engagées des négociations .....	6
2-2) Objet et déroulement des négociations .....	6
3) COMPARAISON DES OFFRES ET MOTIFS DU CHOIX DU DÉLÉGATAIRE.....	7
3-1) CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES.....	7
3-2) APPRÉCIATION DE L'OFFRE TECHNIQUE DES CANDIDATS.....	9
3-3) APPRÉCIATION DE L'OFFRE FINANCIÈRE DES CANDIDATS .....	18
3-4) L'OFFRE RETENUE ET LES MOTIFS DU CHOIX .....	21
4) L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU CONTRAT .....	22

## **1 - INTRODUCTION : RAPPEL DES PRINCIPALES ÉTAPES DE LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION**

Par délibération n° 3.00/2022 du 9 mars 2022, le Conseil communautaire de Montélimar-Agglomération a approuvé le principe de délégation du service public de gestion de la crèche du Nord et a chargé Monsieur le Président ou son représentant d'engager la procédure de mise en concurrence prévue par les articles L. 1411-1 et suivants du C.G.C.T..

Conformément à l'article R.3126-3 à R.3126-6 du Code de la Commande Publique, un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au B.O.A.M.P. et au DAUPHINE LIBERE le 17 juin 2022 fixant au 22 août 2022 à 17h00 la date limite de remise des offres.

Le 23 août 2022, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Vice-Présidente déléguée à la Famille par arrêté n° 2020.08.32 A du 19 août 2020, représentant légal de l'autorité délégante, a décidé de retenir deux (2) plis électroniques parvenus conformes dans les délais et de procéder à l'ouverture des plis pour examiner les dossiers relatifs aux candidatures des entreprises AESIO SANTE SUD RHONE ALPES, et LEA ET LEO. Les dossiers de candidatures ayant été jugés complets, ils ont été transmis pour examen à la Commission de Concession de Service et de Travaux (C.C.S.T.) qui s'est réunie le 09 septembre 2022 à 9h30 (Procès-verbal d'ouverture des candidatures par le représentant légal de l'autorité délégante).

Le 09 septembre 2022 à 9h30, la Commission a décidé d'agréer les candidatures des deux (2) candidats car leurs dossiers étaient tous complets et qu'ils présentaient tous des garanties professionnelles et financières suffisantes ainsi qu'une aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers. La Commission a ensuite procédé à l'ouverture des offres, le contenu des offres des deux (2) candidats a donc été enregistré et fait l'objet d'un premier examen à l'issue duquel il a été décidé de confier au service compétent de Montélimar-Agglomération le soin de procéder à une analyse complète et approfondie des offres (Procès verbal n° 1 - Examen des candidatures et des offres).

Un rapport d'analyse des offres a donc été réalisé. Ce rapport est annexé au procès-verbal (N° 2) portant avis de la C.C.S.T. sur les offres reçues qui est également annexé au présent rapport sur le choix du délégataire.

À l'issue de l'analyse des offres et suivant l'avis de la C.C.S.T. rendu le 14 octobre 2022, Mme Marie-Pierre PIALLAT, en tant que Vice-présidente de Montélimar-Agglomération déléguée à la Petite Enfance en charge notamment des délégations de service public par arrêté n° 2020.08.32 A du 19 août 2020, a décidé d'engager les négociations avec les deux (2) candidats précités conformément

à l'article 5.3 du Règlement de la Consultation et à l'article R. 3124-1 du Code de la Commande Publique.

Des courriers de négociations ont ainsi été adressés aux deux (2) candidats les mieux classés le 14 octobre 2022 ( après la réunion de la C.C.S.T.) et les négociations se sont achevées le 21 octobre 2022 par la remise des offres définitives des deux (2) candidats.

Conformément à l'article L1411-7 du C.G.C.T., au terme de la procédure de délégation du service public, l'assemblée délibérante de l'organisme délégant, à savoir le Conseil de la communauté d'agglomération de Montélimar-Agglomération, doit être saisie du choix auquel le représentant légal de l'autorité délégante a procédé.

Le 12 décembre 2022, les membres du Conseil de la communauté d'agglomération, seront donc appelés à se prononcer sur :

- le choix du délégataire du service public de gestion de la crèche du Nord,
- l'approbation des termes du contrat de délégation,
- l'autorisation à donner pour signer le contrat de délégation.

A cette fin, ils trouveront dans le cadre du présent rapport sur le choix du délégataire, les motifs du choix de l'entreprise retenue et l'économie générale du contrat de délégation et, en annexe :

- les comptes d'exploitation prévisionnels du délégataire choisi ;
- le procès-verbal d'ouverture des candidatures par le représentant légal de l'autorité délégante ;
- le procès-verbal de la Commission de Concession de Services et de Travaux relatif à l'examen des candidatures et des offres (réunion n°1) ;
- le procès-verbal de la Commission de Concession de Service et de Travaux relatif à l'examen des offres (réunion n°2) ;
- la délibération fixant les tarifs applicables aux usagers ;

Enfin, le contrat de délégation et ses annexes acceptés par l'entreprise, est tenu à la disposition des conseillers de Montélimar-Agglomération au siège de la communauté d'agglomération, 1 av. St Martin, 26200 Montélimar.

## **2 - L'ORGANISATION DES NÉGOCIATIONS**

---

### **2-1 ) LE CHOIX DES CANDIDATS AVEC LESQUELS ONT ETE ENGAGEES DES NEGOCIATIONS**

L'article L.1411-5 du C.G.C.T. dispose qu'au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Au vu de l'avis de la C.C.S.T. du 14 octobre 2022, la Vice-présidente déléguée à la Petite Enfance, conformément à la délibération 3.1/2022 du 09 mars 2022, a décidé d'engager des négociations avec les deux (2) candidats conformément à l'article 5.3 du Règlement de la Consultation et à l'article R. 3124-1 du Code de la Commande Publique. Il a également été décidé de procéder à un seul tour de négociation.

### **2-2) OBJET ET DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS**

Les négociations se sont déroulées par échange de courriels. Par courriels envoyés via la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.info](http://www.marches-publics.info), le 14 octobre 2022 (après la réunion de la C.C.S.T.), les candidats ont été informés des questions afférentes à leurs offres, des axes de négociation proposés et invités à produire une offre définitive au plus tard le 21 octobre 2022 à 12 heures.

Les négociations ont essentiellement porté, pour :

- AESIO SANTE SUD RHONE ALPES, sur la baisse de la compensation tarifaire;
- LEA ET LEO sur la baisse de la compensation tarifaire et des questions budgétaires, sur des précisions sur l'organisation des temps de travail, sur les mesures R.G.P.D, sur la présence d'un médiateur à la consommation, etc.,

Enfin, il a été demandé aux candidats de bien vouloir reprendre leur proposition financière en conséquence. Les deux candidats ont remis leur offre définitive avant la date limite.



### 3) COMPARAISON DES OFFRES ET MOTIFS DU CHOIX DU DÉLÉGATAIRE

---

#### 3-1) CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES

Conformément à l'article 5.1 du Règlement de la consultation, les offres définitives ont donc été examinées selon les critères suivants :

- **la valeur technique de l'offre** (qui sera appréciée à partir des éléments contenus dans le mémoire technique du candidat) – **Note sur 70 points** étant précisé que la valeur technique est décomposée en sous critères comme suit :

- ▲ Les moyens en personnel et l'organisation mis en œuvre ainsi que la politique de gestion des ressources humaines ( y compris formation, A.P.P., reprise, etc.), notée sur 12 points ;
- ▲ le projet d'établissement, comprenant le projet social, le projet éducatif en précisant les activités proposées et le projet social et de développement durable, en précisant les mesures mises en place pour le développement durable, noté sur 20 points
- ▲ L'organisation mise œuvre pour l'accueil et l'information des familles, notée sur 5 points ;
- ▲ les mesures prises pour assurer la gestion des conflits éventuels avec les usagers en précisant les conditions d'intervention du médiateur à la consommation, notées sur 5 points ;
- ▲ L'organisation et les moyens mis en œuvre dans le cadre de la fourniture des repas ainsi que les mesures prises pour lutter contre le gaspillage, notés sur 10 points ;
- ▲ Les modalités de facturation et de recouvrement en cas d'impayés, notée sur 4 points ;
- ▲ Les investissements prévus, notée sur 2 points ;
- ▲ les différents protocoles devant être inclus dans le règlement de fonctionnement, notés sur 7 points ;
- ▲ les mesures prises pour respecter la réglementation RGPD telle que prévue dans le présent cahier des charges, notées sur 2 points ;

- ▲ Les mesures prises en faveur du développement durable dans le cadre de la gestion du service public, notées sur 3 points.

- **la proposition financière** (qui sera appréciée à partir des éléments contenus dans le mémoire de présentation de la proposition financière) – **Note sur 30 points** étant précisé que la note attribuée est décomposée en deux sous critères :

- Le montant de la compensation tarifaire avec une note sur 15 points

obtenue à partir de la formule :

$15 - (0,15 \text{ point} \times \text{pourcentage d'écart avec l'offre moins disante})$ .

et que lorsque le résultat obtenu est négatif, la note attribuée est zéro (0).

- La pertinence et la cohérence de la proposition financière notée sur 15 points.

Les offres sont classées par ordre décroissant en fonction de la note totale obtenue sur 100 et c'est l'offre la mieux classée (celle qui obtient la note la plus élevée) et donc économiquement la plus avantageuse, qui est retenue.

### 3-2) APPRÉCIATION DE L'OFFRE TECHNIQUE DES CANDIDATS

Pour apprécier la qualité du service qui sera rendu aux usagers, l'offre technique des candidats est donc appréciée en fonction des sous-critères suivants :

- ▲ Les moyens en personnel et l'organisation mis en œuvre ainsi que la politique de gestion des ressources humaines ( y compris formation, A.P.P., reprise, etc.), notée sur 12 points ;
- ▲ le projet d'établissement, comprenant le projet social, le projet éducatif en précisant les activités proposées et le projet social et de développement durable, en précisant les mesures mises en place pour le développement durable, noté sur 20 points
- ▲ L'organisation mise œuvre pour l'accueil et l'information des familles, notée sur 5 points ;
- ▲ les mesures prises pour assurer la gestion des conflits éventuels avec les usagers en précisant les conditions d'intervention du médiateur à la consommation, notées sur 5 points ;
- ▲ L'organisation et les moyens mis en œuvre dans le cadre de la fourniture des repas ainsi que les mesures prises pour lutter contre le gaspillage, notés sur 10 points ;
- ▲ Les modalités de facturation et de recouvrement en cas d'impayés, notée sur 4 points ;
- ▲ Les investissements prévus, notée sur 2 points ;
- ▲ les différents protocoles devant être inclus dans le règlement de fonctionnement, notés sur 7 points ;
- ▲ les mesures prises pour respecter la réglementation RGPD telle que prévue dans le présent cahier des charges, notées sur 2 points ;
- ▲ Les mesures prises en faveur du développement durable dans le cadre de la gestion du service public, notées sur 3 points.



### 3.2.1 – Les moyens en personnel et l’organisation mis en œuvre ainsi que la politique de gestion des ressources humaines ( y compris formation, A.P.P., reprise, etc.), notée sur 12 points

	AESIO	LEA ET LEO
composition de l'équipe	1 directrice puéricultrice à 0 ,86 ETP – 1 adjointe AP à 0,99 ETP – 2 AP pour 1,88 ETP et 2 CAP pour 1,85 ETP –	1 directrice puéricultrice à 0 ,86 ETP – 1 adjointe AP à 0,99 ETP – 2 AP pour 1,86 ETP et 2 CAP pour 1,85 ETP
	5,15 ETP auprès des enfants	5,15 ETP auprès des enfants
	1 agent d’entretien pour 0,44 ETP	1 agent d’entretien pour 0,44 ETP
réfèrent santé et accueil inclusif	La directrice du multi-accueil, puéricultrice – 20hs/an	20h/an de vacation. Pas de précision sur la personne vacataire.
remplacement	0,26 ETP prévu sur l’année. Personnel mutualisé entre structure CAP ou AP / + protocole continuité de direction	entre structure proche (pas de référence sur la région) ou CDD ou intérim. Prime absentéisme
organigramme	organigramme complet et bien présenté	organigramme complet et bien présenté
planning type d’une semaine sur 35 hs	planning conforme à la réglementation	les coupés ne sont pas confortables pour les agents (100h/11h ou 14h/15h)
organisation continuité de service	protocole détaillant les tâches à accomplir par l’adjointe ou l’AP la plus ancienne	présentation générale de la continuité de service, mais pas d’organisation précise pour la crèche de la Coucourde.
reprise du personnel	pas concerné	coordinatrice présente pour accompagner l’équipe + directrice tutrice. Rétro planning pour la reprise du personnel sur 4 mois : 2 avant, 2 après – processus de reprise très précis
formation du personnel	formation sur la 4ième semaine du mois d’août organisée à la demande des équipes. + journée proposée par le réseau des mutuelles : TMS, qualité de vie au travail, santé...	plan de formation générale de deux jours de formation par an. + offre d’un jour par mois pour un agent de la crèche en atelier. + co-développement pour les directrices. Plan global sans précision sur la crèche de la Coucourde.

<b>APP</b>	9h par an, supérieur au décret. Choix de l'intervenant avec l'équipe.	6h/an – pas de précision sur l'organisation
<b>avantages sociaux/lutte contre le turn over/leviers de management</b>	prévoyance, mutuelle, convention collective de la mutualité française avec congés pour événements familiaux, comité d'entreprise avec des chèques cadeaux pour divers événements : Noël, vacances, naissance...	politique RSE : une gestion de l'humain « complexe » dans la simplicité. Protocole, charte. Convention collective du service à la personne – mutuelle, prévoyance, 1% logement, primes VAE, naissance, ancienneté....Prime de présence de 60 euros par mois + prime d'objectif annuel pour la directrice – comité social et économique
<b>NOTE SUR 12 POINTS</b>	12	9

**3.2.2 – le projet d'établissement, comprenant le projet social, le projet éducatif en précisant les activités proposées et le projet social et de développement durable, en précisant les mesures mises en place pour le développement durable, noté sur 20 points**

		AESIO	LEA ET LEO
<b>REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT</b>		conforme aux attentes.	un certain nombre de points sont à revoir (places AVIP – contrat variable – gestion des congés déductibles – pas de berceaux réservés par un entreprise – frais de dossier – 'exclusion après 2 factures impayées ) - le règlement devra être revu
<b>PROJET D ACCUEIL</b>		Conforme aux attentes par rapport au décret 2021 sur les différentes prestations proposée, l'accueil de l'enfant porteur de handicap, les compétences du personnel..	Pas conforme au décret - . Pas structuré + manque de données.
<b>PROJET SOCIAL ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	conformité du document	conforme	Ne respecte pas le plan décliné dans le décret 2021. Ne mentionne pas l'accueil des enfants dont les parents sont inscrits dans un parcours d'insertion sociale ;
	présentation du territoire	bonne présentation de l'Agglo sur les points économiques, géographique et social.	présentation correcte
	diagnostic petite enfance sur le territoire	diagnostic précis des divers modes de garde collectif du territoire – pas d'infos sur les assistantes maternelles du territoire.	le diagnostic présente l'organisation de l'agglo mais ne mentionne pas les structures privées et les assistantes maternelles libérales.
	présentation de la structure	les objectifs du projet social sont précis et correspondent aux attentes de Montélimar Agglomération : prise en compte des familles, favoriser la mixité sociale, créer du partenariat.	pas conforme au décret d'aout 2021. Bonne présentation du groupe Léa et Léo : valeurs comme la prise en compte du besoin des familles, l'accompagnement du personnel, le partenariat et le soutien à la parentalité.
<b>PROJET EDUCATIF</b>	attitude des professionnelles	Communication – référence – bientraitance : aider, encourager, conseiller, valoriser, féliciter.	l'accompagnement des professionnels, bienveillant, intéressé, contenant et soutenant l'enfant dans son jeu.

<b>adaptation</b>	adaptation progressive et personnalisée – mise en place d’une référente	mise en confiance avec les parents et les enfants
<b>respect du rythme de l’enfant</b>	chaque rythme individuel est respecté	respect des rythmes dans le sommeil, psychomot, repas, propreté
<b>allaitement</b>	protocole précis pour les mamans qui souhaitent continuer à nourrir leur enfant	mise en place d’un protocole et distribution d’un livret aux mamans. Ces documents ne sont pas en annexe
<b>sieste</b>	moment privilégié précédé d’un temps calme	moment de plaisir et de sécurité – à l’écoute du rythme de l’enfant
<b>Animations et intervenants extérieurs</b>	intervenant extérieur : parent, bibliothèque, ferme pédagogique, baby gym, musicien, arts du cirque. Activité santé avec la mutualité : soleil, santé environnementale – partenariat Ceder : atelier « fabriquer ses cosmétiques, qualité de l’air intérieur, alimentation..»	partenariat local : médiathèque, ludothèque... - pas de précision particulière sur les animations
<b>activités particulières</b>	livres de recettes, semaine du jeu de société, semaine du goût, photographie,	itinérance ludique : laisser l’enfant élaborer son propre jeu
<b>références pédagogiques</b>	Pickler, Montessori, programme « jeux d’enfants » qui s’inscrit dans une démarche d’investissement social « prévenir plutôt que guérir ». (programme québécois)	Pickler, montessori, Bowlby, Cyrulnick : confiance de l’enfant, libre exploration, base d’attachement, l’exploration, l’expérimentation, ... Anne-Marie Fontaine : observation, aménagement de l’espace, jeu, Laurence Rameau : itinérance ludique
<b>partenariat au sein du territoire</b>	CAF, PMI – bibliothèque – école	Partenariat avec médiathèque, école, maison de retraite...pas de précision sur le transport
<b>accueil de l’enfant porteur de handicap</b>	accueil de la différence : une ouverture d’esprit partagée. PAI .	soutien au familles, PAI
<b>le temps des transmissions</b>	prendre le temps, personnaliser, attitude bienveillante, disponibilité, sans jugement.	espace parent dédié aux informations, documentations. Transmissions quotidiennes enrichies d’anecdotes.

	<b>divers</b>	plan de continuité d'activités de service en cas de situation de crise (situation épidémiologique). / action de prévention santé avec les parents : allaitement	stéréotypes de genres, ... tous les thèmes de la Charte. Besoins fondamentaux : estime de soi, responsabilisation.... // projet de crèche
NOTE SUR 20 POINTS		18	14

### 3.2.3 – L'organisation mise œuvre pour l'accueil et l'information des familles, notée sur 5 points

	AESIO	LEA ET LEO
<b>ACCUEIL ET INFORMATION DES FAMILLES</b>	Co-éducation	plateforme KIDIZZ
	accueil sans discrimination, sans jugement	maison des familles
	accueil personnalisé et adapté aux familles	livret d'accueil + journal de bord bi-mensuel + facebook + application leo et lea
	réunion, journal, transmission bienveillantes, livret d'accueil qui explique la vie de crèche	espace parent + espace allaitement
	organisation conjointe d'ateliers, sorties, temps festifs,	disponibilité des équipes pour : café des parents, transmissions quotidiennes, questions des parents, ateliers,
	Invitation : matinée des parents	conseil de crèche
	prévention santé et soutien à la parentalité : conférence sur des thèmes + formation premiers secours	lutter contre les inégalités sociales : accueil universel, favoriser la mixité
	référentiel « Quali'enfance » initié par la mutualité française (réflexion sur tt l'organisation de la crèche) + enquête de satisfaction	réunion de rentrée
<b>NOTE SUR 5 POINTS</b>	<b>4</b>	<b>5</b>



**3.2.4 – Les mesures prises pour assurer la gestion des conflits éventuels avec les usagers en précisant les conditions d'intervention du médiateur à la consommation, notées sur 5 points**

	AESIO	LEA ET LEO
gestion des conflits	directrice de crèche + responsable filière petite enfance si besoin	directrice de crèche dans un premier temps puis directrice régionale pour trouver un accord.
conditions d'intervention du médiateur à la consommation	toute réclamation fait l'objet d'un traitement et d'une réponse / réunion d'échanges entre directrice – médiateur	Pas de précision
NOTE SUR 5 POINTS	5	2,5

**3.2.5 – L'organisation et les moyens mis en œuvre dans le cadre de la fourniture des repas ainsi que les mesures prises pour lutter contre le gaspillage, notés sur 10 points**

		AESIO	LEA ET LEO
REPAS	fournisseur	SHCB Projet avec Ansamble	Ansamble situé à Bollène
		Privilège circuit court.Utilisation de produits frais et de saison.avec une part de produits bios ou labellisés. Animations « alimentation » avec les enfants « semaine du goût ». Hygiène ++ HACCP OK +	Respect de la loi Egalim atelier cuisine – self – menus au rythme des saisons, produits bio –
	composition des repas	Repas + goûter	BB 3 composantes -moyen 4 – GD 5 – recommandations PNNS
	lutte contre le gaspillage	commande juste du nombre de repas, service en deux fois, compost.	commande au plus juste, servir de petites quantités avec la possibilité de se resservir
NOTE SUR 10 POINTS		10	10

### 3.2.6 – Les modalités de facturation et de recouvrement en cas d’impayés, notée sur 4 points

		AESIO	LEA ET LEO
FACTU- RATION	modalités de facturation	conforme aux attentes de l’Agglo	conforme aux attentes de l’Agglo
	gestion des impayés	1 <sup>er</sup> rappel à 2 mois puis le mois suivant en recommandé avant exclusion après avis du PPE – relance rappel de relance puis mis en demeure par Valence	RDV directrice - 1 <sup>er</sup> courrier – 2 impayés = exclusion – LRAR – contentieux – accompagnement de la famille dans l’intérêt de l’enfant
NOTE SUR 4 POINTS		4	3

### 3.2.7 – Les investissements prévus, notée sur 2 points

	AESIO	LEA ET LEO
INVESTISSEMENTS PREVUS	Possède déjà le matériel information + renouvellement du matériel prévu	16 205 euros d’investissement : informatique + logiciel + petit matériel ( pédagogique, buanderie, cuisine)
NOTE SUR 2 POINTS	1	2

### 3.2.8 – les différents protocoles devant être inclus dans le règlement de fonctionnement, notés sur 7 points

		AESIO	LEA ET LEO
<b>PRO-TO-COLES</b>	plan de maitrise sanitaire	protocole de planification du nettoyage.	absent
	délivrance des soins	protocole détaillé et explicite.	détaillé avec le registre + PAI + intervenant extérieur
	situations d'urgence	conforme aux attentes	conforme. Prévoit les adultes + séisme, attentat incendie.
	sécurité lors des sorties	sorties pédestres et motorisées	ok. Différencie les sorties dans la cour et les sorties à l'extérieur de la crèche
	risque d'attentat	ajusté à la structure	pas de plan
	risque incendie	précis et ajusté à la structure	Pas de détails du plan de la coucoude
	suspicion de maltraitance	L'IP n'est pas à faire en concertation avec la PMI ; A faire directement.	Signalement ? Juste une IP. Protocole ok mais manque le formulaire CRIP.
	hygiène générale et renforcée en cas de pandémie	hygiène personnel, linge, ensemble de la crèche point par point et mesures renforcées. L'hygiène générale est très bien organisée.	détaillé par risque de contamination.
<b>NOTE SUR 7 POINTS</b>		<b>6</b>	<b>4</b>

### 3.2.9 - les mesures prises pour respecter la réglementation RGPD telle que prévue dans le présent cahier des charges, notées sur 2 points

	AESIO	LEA ET LEO
<b>REGLEMENTATION RGPD</b>	en conformité avec la réglementation – 1 responsable au sein du groupe AESIO	peu de précision, si ce n'est que les familles doivent donner leur autorisation pour la transmission des données + mise en place de mesures spécifiques (non détaillée) au premier semestre 2023 avec l'intervention d'une société spécialisée
<b>NOTE SUR 2 POINTS</b>	<b>2</b>	<b>1</b>

**3.2.10 – Les mesures prises en faveur du développement durable dans le cadre de la gestion du service public, notées sur 3 points.**

	AESIO	LEA ET LEO
<b>DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	produits éco label / Charte environnement = groupe RESO	inscription dans la démarche éco labellisation pour les crèches Léa et Léo
	Favorise les fournisseurs locaux	sensibilisation des enfants + récup de matériel (igloo avec des bouteilles de lait)
	récup pour les activités	choix de fournisseurs éco-responsables : matériel, mobilier – centrale d’achat
	sensibilisation des enfants : jardinage, poulailler...	Recyclage – tri avec les enfants
	tri sélectif	économie de papiers : communication mail, panneau d’affichage + économie d’énergie
	dématérialisation	formation du personnel : nettoyer sans polluer, alimentation durable, hygiène et sécurité alimentaire dans une crèche écoresponsable
<b>NOTE SUR 3 POINTS</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

### **3.2.11 – Classement des offres techniques**

Au regard des appréciations portées pour chaque sous-critère permettant de juger la valeur technique des propositions, il ressort que les candidats ont obtenu les notes suivantes :

1 - AESIO SANTE SUD RHONE ALPES – 65 points

1- ODEL – 53,5 points

La proposition d’AESIO SANTE DUD RHONE ALPES apparait d’un très bon niveau et ressort en première position.

### 3-3) APPRÉCIATION DE L'OFFRE FINANCIÈRE DES CANDIDATS

Conformément à l'article 5 du Règlement de la consultation, la proposition financière (qui sera appréciée à partir des éléments contenus dans le mémoire de présentation de la proposition financière) est notée sur 30 points étant précisé que la note attribuée est décomposée en deux sous critères :

- Le montant de la compensation tarifaire avec une note sur 15 points obtenue à partir de la formule :

$15 - (0,15 \text{ point} \times \text{pourcentage d'écart avec l'offre moins disante})$

et que lorsque le résultat obtenu est négatif, la note attribuée est zéro (0).

- La pertinence et la cohérence de la proposition financière notée sur 15 points.

#### 3.3.1 – Montant de la compensation tarifaire suite aux négociations

	AESIO	LEA et LEO
Compensation tarifaire sur 15 points	372 077	467 788
% d'écart	0	25,72
Note sur 15	15	11,14

Suite aux négociations, il convient de préciser que :

- AESIO SANTE SUD RHONE ALPES n'a pas souhaité revoir le montant de sa compensation tarifaire estimant que sa première proposition financière avait déjà été calculée au plus juste
- LEA ET LEO a baissé le montant de sa compensation tarifaire de 27 658 € (sur 4 ans) car celle-ci était initialement fixée à 495 446 €.



### **3.3.2 – Pertinence et cohérence de la proposition financière**

#### **3.3.2.1 – Pertinence et cohérence de la proposition financière de AESIO SANTE SUD RHONE ALPES**

Le taux de fréquentation de 87 % est ambitieux (il n’a jamais été atteint sur cette structure) mais le candidat a une capacité financière suffisante pour assumer le (petit) risque financier.

Le budget proposé est cohérent. Les remplacements du personnel sont précisés à hauteur de 0,26 ETP. Le budget consacré aux activités et aux animations est en adéquation avec les différents projets et animations prévus pour les enfants. Les frais de siège correspondent à 3 % du budget.

Il a donc été attribué une note de **13/15** au candidat sur ce sous-critère.

#### **3.3.2.2 – Pertinence et cohérence de la proposition financière de LEA ET LEO**

Le taux de fréquentation de 79% est inférieur à la fréquentation de ces dernières années. Le candidat ne prend aucun risque.

Le budget proposé est cohérent mais peu optimisé. La part des frais de siège est relativement élevée avec 7% (pas de baisse suite aux négociations) et le budget présente un excédent de 1109 euros annuel. Le budget consacré aux activités, aux animations et à l’achat de matériel pédagogique est relativement faible pour une structure de 15 berceaux et bien inférieur à celui d’AESIO. Le budget consacré au remplacement du personnel est correct

Il a donc été attribué une note de **11/15** au candidat sur ce sous-critère.

### 3.2.3 – Note financière globale

En additionnant les deux sous-critères permettant de juger les propositions financières, il est obtenu les notes suivantes :

	AESIO	LEA ET LEO
Compensation tarifaire sur 15 points	15	11,14
Pertinence et cohérence de la proposition financière sur 15 points	13	11
<b>PROPOSITION FINANCIERE SUR 30 POINTS</b>	<b>28</b>	<b>22,14</b>

Le classement des propositions financières est donc le suivant :

1 - AESIO SANTE SUD RHONE ALPES

2 - LEA ET LEO

### 3-4) L'OFFRE RETENUE ET LES MOTIFS DU CHOIX

Eu égard à l'appréciation des offres faites ci-avant et compte tenu des critères fixés à l'article 5.1 du règlement de consultation, les candidats obtiennent donc les notes totales arrêtées comme suit :

	AESIO	LEA ET LEO
NOTE TECHNIQUE	65	53,5
PROPOSITION FINANCIERE	28	22,14
NOTE TOTALE	93	75,64

Le classement des offres est ainsi fixé comme suit :

1- AESIO SANTE SUD RHONE ALPES

2- LEA ET LEO

Au terme de l'analyse des offres telle que présentée ci-dessus, il apparaît que l'offre de AESIO SUD RHONE ALPES a le meilleur rapport qualité/ prix. En effet, celle-ci est jugée la plus performante tant sur la valeur technique ( et donc sur la qualité du service rendu) que d'un point de vue financier.

C'est pourquoi j'ai choisi de retenir l'offre de AESIO SUD RHONE ALPES.

**LE REPRÉSENTANT LÉGAL**



Pour le Président  
 La Vice-Présidente déléguée

  
 Marie-Pierre PIALLAT

#### 4) L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU CONTRAT

---

Le contrat en question doit être conclu pour une durée de trois (3) ans reconductible une (1) fois pour une durée d'un (1) an supplémentaire soit une durée maximum de **4 ans**.

Il est prévu qu'il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour s'achever (au plus tard, si le contrat a été reconduit) le 31 décembre 2026.

L'objet du contrat, tel que défini à l'article 2, porte sur la gestion à titre exclusif, suivant le mode de gestion de l'affermage, de la crèche du Nord situé à La Coucourde.

Cette structure dédiée à «la petite enfance», d'une capacité de 15 lits en multi accueil est destinée à accueillir des enfants âgés de trois mois à six ans.

La gestion et l'exploitation dudit service consistent notamment à :

- ◆ **Elaborer le projet d'établissement** : comprenant le règlement de fonctionnement, le projet éducatif et le projet pédagogique, conformes aux préconisations de Montélimar-Agglomération.
- ◆ **Gérer financièrement l'établissement** :
  - conventionnement avec les organismes financeurs (CAF et MSA Ardèche-Drôme-Loire, Conseil Départemental de la Drôme) et recouvrement des prestations et subventions de fonctionnement
  - facturation et encaissement des participations familiales.
- ◆ **Appliquer les tarifs horaires** fixés par délibération du Conseil communautaire
- ◆ **Gérer les moyens humains** : recrutements éventuels, organisation du temps de travail, rémunération, gestion des congés, gestion de la formation, etc.
- ◆ **Gérer les demandes d'accueil des familles** : en direct pour l'accueil occasionnel, et orientation vers le Pôle Petite Enfance pour les inscriptions en liste d'attente dans le cadre de l'accueil régulier
- ◆ **Etablir un partenariat avec le Conseil Départemental** dans le cadre de « l'accueil prévention » et réserver 2 ½ journées par semaine à ce type d'accueil si besoin
- ◆ **Organiser et gérer l'accueil des enfants** :

- assurer la sécurité maximale des usagers enfants et parents, dans le respect des règles de fonctionnement définies par le décret N° 2000- 762 du 1er août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans.
- organiser et gérer l'accueil des enfants.
- ◆ **Gérer la qualité du service d'accueil :**
  - adaptation à la demande des familles.
  - évaluation du service d'accueil.
- ◆ **Mettre en œuvre le partenariat avec Le Pôle Petite Enfance et La Prévention Santé :**
  - participation aux commissions d'admission organisées par Montélimar-Agglomération
  - participation à l'évaluation et au suivi de la politique petite enfance mise en œuvre sur le territoire de la communauté d'agglomération.
  - participation aux actions de prévention générale.
- ◆ **Assurer la gestion technique de l'établissement qui comprend les charges suivantes :**
  - l'acquisition et l'entretien du petit matériel nécessaire à l'exploitation.
  - l'entretien et le nettoyage des locaux dans le respect des protocoles d'hygiène nécessaires à l'accueil d'enfants de moins de 6 ans.
  - l'entretien et la maintenance de l'équipement et du matériel.

Le délégataire veillera particulièrement au respect des normes d'hygiène et à l'application de la méthode « H.A.C.C.P. ».

- ◆ **Fournir les repas et goûters** aux enfants selon les préconisations de Montélimar-Agglomération.

Le délégataire à qui il appartient d'optimiser le taux de remplissage de la structure, les coûts de production et la qualité du service s'engage à ouvrir la structure sans interruption de 7 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi. Il est également précisé qu'il est prévu :

- cinq (5) semaines de fermeture pour les congés (3 en été, 1 à Noël et 1 aux vacances d'hiver ou de printemps), qui seront organisées en coordination avec le pôle petite enfance.
- une semaine de fermeture supplémentaire sera dédiée aux formations du personnel et à la préparation de la rentrée après les congés d'été,
- une journée de fermeture (le premier vendredi de juillet) afin de participer au séminaire Petite Enfance de l'Agglomération (s'il a lieu),



- le lundi de Pentecôte

En contrepartie de ses obligations contractuelles, le délégataire est autorisé à percevoir pour lui-même les recettes suivantes :

- des recettes issues des tarifs de garde adoptés par les délibérations du Conseil communautaire qui figurent en annexe n°3 à ce document;
- la Prestation de Service Unique (PSU) attribuée par la Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme et la M.S.A. dans le cadre d'une convention de financement du service d'accueil que l'exploitant signera avec l'organisme ;
- la compensation tarifaire qui sera versée par Montélimar-Agglomération et qui correspond à la différence entre les dépenses d'exploitation de l'année et l'objectif de recettes pour cette même année (non compris les prestations de repas). Le montant de cette participation est donné par le compte d'exploitation prévisionnel figurant au contrat, modulo la formule de révision destinée à prendre en compte l'inflation ;
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la subvention dans le cadre de la convention territoriale globale ;
- la compensation « repas » qui sera versée par Montélimar-Agglomération, cette dernière supportant intégralement la charge liée aux repas réellement fournis et servis par le délégataire ;
- Éventuellement, toute autre recette du service.

Il convient de préciser que le délégataire assume le risque financier notamment si les recettes sont inférieures à celles prévues ou si les dépenses excèdent le prévisionnel.

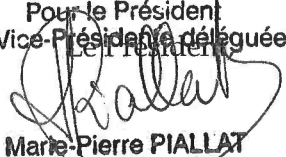
De son côté, Montélimar-Agglomération est l'autorité concédante et organisatrice du service.

À ce titre, notamment :

- Elle définit la politique en matière de petite enfance,
- Elle fixe les tarifs de garde applicables par le délégataire aux usagers,
- Elle met gratuitement à disposition du délégataire les locaux de la structure multi-accueil,
- Elle assure le contrôle du service délégué.

Fait à Montélimar, le 14 novembre 2022.....



Pour le Président  
La Vice-Présidente déléguée  
  
Marie-Pierre PIALLAT



## ANNEXE 1 - COMPTES D'EXPLOITATION PREVISIONNELS

---

## ANNEXE 2 - PROCES VERBAUX

---

### ANNEXE 3 - DÉLIBÉRATION FIXANT LES TARIFS DU SERVICE

---

Envoyé en préfecture le 14/12/2022

Reçu en préfecture le 14/12/2022

Publié le



ID : 026-200040459-20221207-2022\_12\_07\_300-DE